



Sauvons la statistique publique !

www.sauvonslstatistiquepublique.org

Communiqué de presse

Paris, le 24 mars 2010

Produire des données et des études de qualité, les rendre accessibles à tous, sont les missions du service public de la statistique. Non remplacement d'un départ à la retraite sur deux, coupe drastique dans le budget de fonctionnement (-25 %), délocalisation de 500 emplois à Metz : l'Insee doit actuellement faire face à un tir croisé de décisions politiques qui hypothèquent l'avenir de ses missions.

Comme l'ensemble des autres services publics, l'Insee est frappé par la mise en œuvre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP). Mais la règle systématique du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux fait payer à l'institut un lourd tribut. Alors que l'Insee a déjà subi une réduction de 14 % de ses effectifs au cours de quatre dernières années, la RGPP va en supprimer 9 % supplémentaires à l'horizon 2015.

Pour y faire face, la direction de l'Insee projetait un plan d'externalisation d'une partie importante de ses travaux, financé sur les crédits de fonctionnement. Mais l'Insee doit maintenant faire face en 2010 à une baisse inédite de... 25 % de ses crédits de fonctionnement ! Les déplacements et la formation professionnelle des agents ont d'ores et déjà été gelés. Dans l'urgence, la direction de l'Insee va mettre en place un plan de réduction des dépenses. Mais comment économiser au minimum 18 millions d'euros en 2010 sur les 74 millions dépensés en 2009 ?

Le fonctionnement de l'Insee est donc clairement menacé dès 2010. Au-delà, comment ne pas craindre que ces mesures d'urgence n'entérinent une pénurie des moyens alloués à la statistique publique ? À plus long terme, c'est donc la qualité et la crédibilité des travaux du service public de la statistique qui sont menacés.

En outre, d'ici 2013, la statistique publique va devoir délocaliser 500 postes à Metz pour compenser la fermeture des casernes mosellanes. Le coût de cette délocalisation, que le Directeur général de l'Insee et le Président du Conseil national de l'information statistique qualifient d'opération « à hauts risques », n'a jamais été rendu public et pourrait avoisiner les 200 millions d'euros. Le gouvernement a refusé de s'engager publiquement sur les moyens qui seront affectés à l'opération. Comment ne pas craindre une délocalisation financée *in fine* sur les budgets de fonctionnement de l'Insee ?

Amputation de ses moyens, démantèlement de ses activités, la statistique publique est gravement menacée. La préserver, c'est sauvegarder le débat démocratique.

Pour en savoir plus : www.sauvonslstatistiquepublique.org

Contacts presse :

Comité de Défense de la Statistique Publique : 06.75.98.56.47

Intersyndicale : 01.41.17.58.91